

Départ à 60 ans, augmentation des salaires et des pensions

ON NE BAT PAS EN RETRAITE



79% des Françaises et des Français jugent que la politique du gouvernement n'a rien amélioré. A l'inverse, toutes les « réformes » en cours cassent les acquis construits par les luttes : l'école publique, la sécurité et la protection sociales, l'hôpital, la culture, le code du travail... Pour les retraites comme pour le pouvoir d'achat en général, Nicolas Sarkozy est le président du travailler plus pour gagner moins. Pas question d'attendre encore 4 ans. C'est pourquoi les communistes soutiennent les mobilisations sociales comme celle du 22 mai et appellent à des réponses politiques à gauche.

(*1) Pendant ce temps, les prélèvements sur les salariés augmentent, les salaires stagnent, la précarité croît et plus de 720 000 retraités vivent avec 632 euros par mois, le minimum vieillesse, soit 23% de moins que le seuil de pauvreté. Quant aux profits, ils vont bien, merci. Les entreprises du CAC 40 ont réalisé 100 milliards de profits, un record ! Et les 500 plus grandes fortunes professionnelles ont augmenté de 40%. Qui dit mieux ? Le président qui s'est accordé 174% d'augmentation !

Retraites : au nom de l'équité ?

Après les quarante annuités d'abord pour les salariés du privé, puis pour ceux du public, après l'attaque des régimes spéciaux, le gouvernement Fillon veut imposer 41 ans de cotisation en 2012 pour prétendre à la retraite à taux plein, 42 ans un peu plus tard. Et pourquoi pas la suppression de toute référence à un âge de départ en retraite comme le revendique le rapport Attali couvert d'éloge par Nicolas Sarkozy et le Medef ? (*1)

Travailler plus, pour gagner moins ?

Le plan emploi-seniors est un échec. A peine plus de 50% des 55/59 ans ont un emploi. Aujourd'hui, moins de 50% des salariés « liquidant » leur retraite peuvent partir à taux plein. La majorité doit donc subir une décote de -5% par année manquante. Avec la précarité, particulièrement pour les jeunes et les femmes, cela s'amplifierait. Les propositions gouvernementales de 2008 conduiraient, en 2020, à des pensions équivalentes, en moyenne, à 55% du dernier salaire.

On peut dire non et financer de vraies retraites !

Avec les syndicats, le PCF demande l'augmentation des pensions, le rattrapage du pouvoir d'achat des retraités, le départ à 60 ans et la reconnaissance des départs anticipés pour pénibilité.



(*2) Moduler la part patronale ?

L'objectif est d'accroître les rentrées de cotisations.

Les entreprises qui développent l'emploi, les salaires, auraient un taux de cotisation relativement abaissé, mais comme il y aurait plus d'emploi de salaires et de croissance réelle, cela accroîtrait la masse des cotisations ; les entreprises génératrices de licenciements, d'emplois précaires, de bas salaires, et qui joueraient sur les placements financiers seraient assujetties à des taux de cotisation beaucoup plus lourds.

(*3) Taxer les revenus financiers : combien d'euros ?

Leur appliquer le même taux de cotisation qu'aux salaires apporterait 20 milliards d'euros par an alors que le déficit 2007 de la branche vieillesse est de 5 milliards. A cela s'ajoutent les revenus financiers nets des institutions financières (60 milliards), les assujettir au taux de la cotisation salariale pour les retraites ferait rentrer encore 6 milliards d'euros

L'emploi est au cœur du financement des retraites. Pour cela, il faut un relèvement du taux d'activité, notamment des femmes, des jeunes, des seniors, une politique de développement des salaires et de la formation ainsi que des mesures pour résorber la précarité et pour la reconnaissance des qualifications. Oui, l'emploi est au cœur du financement des retraites.

Le Parti communiste propose de revenir sur les exonérations de charges sans contrepartie. Il propose de moduler la part patronale en fonction de la politique d'emploi, de salaire et de formation des entreprises. (*2)

Pour garantir le système par répartition, pouvoir partir réellement à 60 ans et avoir de bonnes retraites, de nouveaux financements sont incontournables. Les revenus financiers des entreprises ne contribuent pas au financement de la protection sociale. Il faut les taxer. (*3)

Le Parti communiste exige aussi que le gouvernement cesse de couvrir le MEDEF qui bloque les négociations sur le départ anticipé à la retraite pour pénibilité du travail.

Pour changer : des mouvements sociaux et une gauche qui se bat

Pour rompre la logique du MEDEF et de la droite, sur les retraites comme sur d'autres questions, il faut se faire entendre. Et saisir toutes les occasions, par la rue, par les urnes...

Il faut aussi reconstruire une gauche rassemblée qui a des idées, une gauche, en rupture avec le libéralisme et qui se bat, par exemple, pour donner des droits de regard et de décision aux citoyens et aux salariés sur ce qui les concerne. Une gauche qui choisit de détourner de la spéculation beaucoup d'argent qui alimente aujourd'hui la crise financière. Une gauche qui choisit de le mettre au service du pouvoir d'achat, de l'école, de la formation, du service public, de la santé, de la culture, des retraites. C'est à cela que le Parti communiste veut être utile.

JE REJOINS LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
 Je décide d'être membre du Parti communiste français
 Je verse euros (chèque à : l'association de financement du PCF)

Nom et prénom :

Adresse :

E-mail : Tél. :

www.pcf.fr/adherer

A retourner : Parti communiste français 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19.
Tél. : 01 40 40 12 12 - E-mail : pcf@pcf.fr - Web : www.pcf.fr